DU

SERVICE DE SANTÉ DE L'ARMÉE

ET DE

L'ORGANISATION QU'IL RÉCLAME

par P. Garreau

—

EXTRAIT DU SPECTATEUR MILITAIRE.
(15 JUIN 1865.)

DU

SERVICE DE SANTÉ DE L'ARMÉE

ET DE

L'ORGANISATION QU'IL RÉCLAME

STATISTIQUE MÉDICO-CHIRURGICALE

DES AMBULANCES

ET DES HOPITAUX DE L'ARMÉE D'ORIENT



PARIS

IMPRIMERIE DE E. MARTINET,

RUE MIGNON, 2.

1865

DU SERVICE DE SANTÉ DE L'ARMÉE

ET DE

L'ORGANISATION QU'IL RÉCLAME

STATISTIQUE MÉDICO-CHIRURGICALE

DES AMBULANCES ET DES HÔPITAUX DE L'ARMÉE D'ORIENT (1).

« Il faut que la science qui guérit soit au moins à la hauteur de la science qui détruit. »

« La mort n'est rien, ou du moins elle ne semble entourée de ses instinctives horreurs que si elle est lente, plus encore si elle est due à l'absence de secours immédiats. »

(Cuignet, *Nos armées en campagne.*)

Nous ne pensons pas qu'aucun écrivain sérieux, ayant mis fin à l'œuvre capitale de sa vie, et en ce moment solennel où il pose une main émue sur son livre achevé, avant de l'abandonner au jugement des hommes, ait jamais pu éprouver une satisfaction plus grave et plus douce, mieux garantie par la conscience, c'est-à-dire plus désintéressée, que celle dont l'honorable auteur du *Rapport au Conseil de santé des armées* a eu le rare privilége.

M. le docteur Chenu se présente avec de telles garanties de la valeur, de la solidité et de la portée

(1) *Rapport au Conseil de santé des armées, sur les résultats du service médico-chirurgical aux ambulances de Crimée et aux hôpitaux militaires français en Turquie pendant la campagne d'Orient,* par J. C. Chenu, médecin principal à l'École impériale de médecine militaire. 1 vol. in-4° de 732 p. V. Masson et J. Dumaine, éditeurs.

d'un travail de huit années, qu'il pourrait suffire d'en indiquer en quelques mots les origines, les péripéties, les difficultés, le but : la signature de l'écrivain ferait le reste

Auprès de ses collègues et de ses amis, il ne lui manque rien ; tous savent, sur le témoignage des intimes, qu'aucuns documents n'ont fait défaut à son zèle, à sa patience, à sa sagacité persistante, à sa probité ; qu'enfin le monument de statistique historique, médicale et administrative qu'il vient d'élever, l'un des plus curieux, des plus instructifs de notre temps, pour de nombreuses solutions pratiques, a subi toutes les épreuves qui font les œuvres durables, toutes les phases de la réflexion, avec ses hésitations et ses lenteurs.

Vis-à-vis des autres hommes compétents de l'armée, officiers de tous grades préoccupés de ce qui touche à la force des armes, à la conservation du soldat, administrateurs militaires, directeurs, chefs de service, M. Chenu a l'appoint de ses titres officiels et de sa situation, non moins que de ce qui se répand de la considération scientifique d'un fonctionnaire et de l'estime dont il est entouré.

Au lecteur érudit, quel qu'il soit, médecin, moraliste, économiste, homme politique ou humanitaire, l'auteur du *Rapport* se recommande par nombre de publications heureuses, opportunes, bien conçues, utiles, relatives aux sciences naturelles. Outre qu'il a mis de l'ordre, un ordre à lui ou mieux dépendant de sa méthode, dans de riches collections, il n'a pas laissé de répandre beaucoup de lumière dans les classifica-

tions de la science et un jour nouveau dans les descriptions. La librairie lui doit des éditions de luxe d'un goût rare, des éditions classiques d'une sobriété et d'une clarté judicieuses. Donc, par ses aptitudes, ses habitudes et ses procédés, non moins que par ses moyens de toute espèce, ses attaches, et aussi ses souvenirs d'acteur dévoué et d'observateur éclairé, dans le grand drame de la guerre d'Orient, M. Chenu a été, nous pouvons l'écrire, relativement à cette précieuse et émouvante statistique, l'homme de la situation. Il a fait plus que de l'établir avec une prudence consommée, il l'a interprétée avec autant de sagesse que d'indépendance, avec autant de fermeté que de mesure et de vérité.

Ouvrons ce livre considérable, qui se présente à nous sous la forme d'un magnifique in-4°. — Il nous est bien permis de croire que si le format n'avait pas été, par lui-même, favorable à l'établissement des tableaux de la statistique, le tact de notre publiciste exercé le lui aurait conseillé. Bayle a fort bien dit, en effet, quelque part, que les belles éditions sont un des signes du respect d'un auteur pour son sujet. Jamais assurément cette parole n'a été mieux justifiée.

D'une manière très-générale, le livre de M. Chenu, ce travail de bénédictin, cette œuvre capitale, pour parler comme l'ont fait les maîtres de la médecine et de la chirurgie, MM. Rayer et Velpeau, en le présentant à l'Académie des sciences, peut être divisé en quatre parties. Il comprend : 1° Une lettre-introduction, à l'adresse de M. le président du Conseil de

santé des armées; 2° l'exposition sommaire et mensuelle des événements de la campagne, envisagés dans leur rapport direct avec l'objet propre des études de l'auteur; 3° la statistique proprement dite, pour les armées alliées, française, anglaise, piémontaise, à l'exception de l'armée turque, qui n'est pas organisée de manière à fournir les documents indispensables; 4° des conclusions basées sur des faits et suivies de considérations variées et de vues d'application. — Une analyse critique sérieuse se doit, sinon de suivre un pareil livre à la page, au moins de lui demander tout ce qu'il contient d'essentiel. Peut-être y a-t-il à presser un peu plus que l'auteur ne l'a fait lui-même le chiffre et le fait?

I

Dans sa lettre d'introduction à M. le président du Conseil de santé des armées, le savant écrivain présente l'historique de son livre, le caractérise, en indique toutes les sources, les origines, l'ordre et la teneur. Ses premières recherches eurent lieu dès le mois de février 1856; elles ont demandé trois ans de travail préliminaire. Dans le courant de 1859, M. Chenu avait déposé au secrétariat du Conseil de santé, *les seize volumes manuscrits qui contiennent les observations individuelles et les tableaux statistiques*. Des circonstances de nature diverse contre-indiquent alors l'opportunité de la publication, et engagent l'auteur à temporiser et à compléter son œuvre. D'ailleurs la campagne d'Italie

se présente et offre un aliment nouveau à sa soif de connaître et à son activité. « Les expéditions de Chine, » de Cochinchine, de Syrie, et celle du Mexique me » présentèrent, dit-il, une nouvelle occasion de recher- » ches, dont l'intérêt se trouve augmenté par la diffé- » rence des situations, des climats et des diverses » influences qui agissent sur la santé des troupes. » J'espère ainsi pouvoir publier bientôt les résultats de » ces lointaines et brillantes campagnes. » Promesse d'un très-grand prix pour la science, et aussi, espérons-le, pour l'art encore trop incertain de conserver les armées.

L'honorable statisticien, croyant avoir quelque chose à faire pour fixer la confiance en matière aussi grave, ayant au reste donné à son lecteur toute explication sur les moyens mis à sa disposition, sur l'importance des documents qui lui ont été confiés et la part de contrôle que son travail a subie, indique d'abord nettement quelle sera sa situation dans les questions controversées. — Il restera neutre; seulement, il ouvrira ses deux mains pleines de renseignements. — Par exemple : la chirurgie qui ampute beaucoup, *éliminatrice*, et celle qui tend à conserver beaucoup, *conservatrice*, sont en présence; l'historien de leurs débats se déclare, certainement avec un excès de modestie, sans autorité pour décider entre elles. Mais l'expression de son impartialité touche à autre chose; il le dit en termes dignes, qu'il faut reproduire. « J'ai cherché à » n'être qu'un rapporteur fidèle, je suis resté scrupu- » leusement dans ce rôle; j'ai évité avec le plus grand

» soin les questions de personnes ; chefs, collègues, subordonnés, sont des inconnus pour moi ; de cette façon, je ne flatte, ne caresse, ni ne blâme. — *Tout le monde a fait son devoir.* — Les événements, l'imprévu, dans une armée transportée à 800 lieues de la France et dans un milieu fanatisé, étranger à nos besoins, hostile à nos habitudes, ont souvent contrarié les efforts les plus énergiques, neutralisé les inspirations les plus généreuses, excité même les plaintes les plus respectables ; mais en présence des difficultés et des obstacles de toutes sortes que chacun a pu apprécier, il n'est aujourd'hui permis d'exprimer des regrets pour un passé déjà loin de nous que pour éclairer l'avenir. » — Tout le monde a fait son devoir ! A merveille ; ce n'est pas là un vain programme, c'est le livre lui-même, nous le verrons bien. — Voulez-vous comprendre immédiatement l'avantage qu'un observateur impassible, placé au point de vue qu'occupe M. Chenu, peut avoir sur le meilleur observateur de détail, aux prises avec des choses restreintes, séparées de l'ensemble, et non point exempt des faiblesses et des illusions humaines ? Écoutez. « Les auteurs de mémoires (sur les blessures et les amputations de l'armée d'Orient) ont été de bonne foi, en publiant leurs observations ; mais ils ont écrit trop tôt... ils n'auraient dû parler que de leurs espérances de succès. » Et en effet, dans une campagne longue et difficile, à une pareille distance de la mère patrie, il faut suivre très-longtemps un blessé, dans ses inévitables, nombreuses et douloureuses péré-

grinations, d'ambulances en hôpitaux, par voie de terre et de mer, le suivre enfin jusqu'à sa destination définitive, pour ne pas commettre des erreurs très-graves sur le point si délicat du succès ou de l'insuccès chirurgical. L'erreur existait, mêlée à la vérité, c'est incontestable ; elle pouvait, ou tromper la science ou la tenir en suspens ; l'auteur du *Rapport* a fait, pour la vaincre, le plus grand effort qui ait jamais été entrepris, et il l'a vaincue.

Afin de parvenir à un tel but, il ne fallait rien moins que la possession d'un dossier en quelque sorte inépuisable de pièces officielles. Le simple exposé que fait l'auteur des titres de ces documents et de leur qualité donnerait aux plus exigeants cette conviction, que toute chance d'erreur capable de nuire sérieusement au résultat a été écartée. Cela ne lui suffit pas ; il entend ne pas laisser derrière lui même l'ombre d'un doute à cet égard, et va jusqu'à entrer, pour nous, dans le détail de ses patients et ingénieux procédés d'analyse : c'est là certainement un véritable luxe de scrupules et de précautions. Ce qui ne l'est pas, c'est de nous avertir que, grâce à des communications de notes précises de ses collègues, il a pu combler presque toutes les lacunes de l'officiel, ou éclaircir ses obscurités. Mais enfin, lorsqu'une statistique repose *sur plus de quatre cent mille entrées aux ambulances et hôpitaux*, on peut être curieux de savoir quelle marche a été suivie pour en rassembler les éléments? « J'ai » adopté pour le dépouillement des notes l'ordre al-» phabétique et l'emploi de fiches de fort papier,

» Chaque fiche devait comprendre le nom, les pré-
» noms, l'âge, le lieu de naissance, le grade, l'arme,
» la date de la blessure ou de l'invasion de la maladie,
» l'ambulance ou l'hôpital sur lequel le malade était
» dirigé, les opérations pratiquées, les circonstances
» principales de la maladie, les mutations successives
» du malade, évacuation ou sortie, mort ou gué-
» rison, etc. » Comme le même homme a pu être malade plusieurs fois, et qu'en outre il a pu et dû être évacué cinq à six fois, d'un établissement sur un autre, force a été de dresser cinq, six et jusqu'à dix ou douze fiches pour le même individu : de là l'emploi *de près de onze cent cinquante mille fiches provisoires*, lesquelles, purgées de leur excédant et de leurs erreurs, ou à peu près, furent réduites en fiches définitives, dont M. Chenu produit le modèle. Ce travail une fois fait, les fiches ont été classées avec un soin extrême, selon l'ordre anatomique des régions pour la chirurgie, et selon l'ordre le plus méthodique possible pour la médecine. Il faut remarquer qu'en outre de l'imperfection des classifications de la médecine, les blessures complexes, portant sur plusieurs régions, et les maladies compliquées, ont été évidemment une cause de continuelles difficultés. Mais enfin, ces difficultés ont-elles été surmontées, et M. Chenu peut-il se prévaloir d'un résultat tout à fait irréprochable? Quelque rigoureuse qu'ait été sa méthode, quelque bien choisis qu'aient été ses moyens d'action, il n'y prétend pas. Il m'a été impossible d'arriver, écrit-il, à ce degré *incroyable* (*sic*) de précision, qu'ont atteint nos confrères de l'armée an-

glaise. — Pourquoi? Pourquoi ce *déficit* regrettable, et pourquoi d'autres, plus cruels encore, que nous rencontrerons en comparant le bilan de nos douleurs et de nos pertes, dans les ambulances et les hôpitaux, à celui de nos alliés? Problèmes complexes et considérables, qu'il est sans doute temps d'aborder.

Toujours est-il que lorsque l'on est suffisamment édifié sur ce qu'il y a de déplorable et de vrai dans ces remarques très-générales, qu'à la guerre, la proportion de ceux qui succombent par les maladies est infiniment supérieure à la proportion de ceux qu'atteint le feu de l'ennemi; que les armées les mieux approvisionnées de munitions de guerre sont fréquemment prises au dépourvu par les épidémies les plus meurtrières; que l'on peut certainement prévoir ces fléaux et en modérer la gravité, sinon les faire disparaître; que les mesures à prendre ressortent de l'éclaircissement préalable et réellement scientifique, de nombreux *desiderata* de l'ordre médical et de l'ordre administratif; — on comprend l'ardeur patriotique avec laquelle M. Chenu s'est voué pendant huit ans à la tâche difficile, ingrate et onéreuse de dépouiller et de faire dépouiller sous ses yeux d'immenses dossiers, afin d'avoir à interroger des chiffres sûrs. — Ne préjugeons rien; laissons les questions se poser avec les faits, et en quelque façon se résoudre d'elles-mêmes.

II

Saisir le rapport qui existe entre les choses variées

de la guerre, quelles qu'elles soient, entre les événements, les faits de toute nature et la santé des troupes, ne serait rien moins qu'achever un travail d'*étiologie* presque impossible! Que ne faudrait-il pas connaître pour le mener à bonne fin? Outre ces influences insaisissables, sur lesquelles l'homme a si peu de prise, quand il en a, il faudrait parmi les choses appréciables étudier, distinguer, saisir des *facteurs* bien secrets, bien délicats et résistant aux procédés de l'analyse. La grande question hippocratique des *airs*, des *eaux*, des *lieux*, fût-elle élucidée au jour le jour, qu'il resterait encore à approfondir, au jour le jour, la question du *vivre*, de sa quantité comme de sa qualité, celle des habitations de toute nature et de la ventilation, non moins importante, en ce qu'elle touche, elle aussi, à ce qui fait le sang, le sang pur et robuste, qu'on nous passe ce terme, c'est-à-dire le fond de l'homme, le soldat avec sa vigueur résistante des commencements d'une campagne, ou sa faiblesse radicale de la fin, qui le livre sans défense aux rigueurs des moindres attaques. — Que si l'historique substantiel et exact de l'auteur du *Rapport* n'a pas atteint cet idéal, vers lequel pourra tendre sans doute, quelque jour, un corps de santé militaire, placé dans des conditions d'action bien différentes de celles dans lesquelles il fonctionne ou se meut aujourd'hui; que si, disons-nous, cet exposé sommaire des événements, tel qu'il a dû être établi, ne peut que laisser, à trop d'égards, l'esprit inquiet et en suspens, il n'en reste pas moins riche et précieux pour la science et la statistique qu'il éclaire.

Remarquons d'abord que le travail récapitulatif de M. Chenu n'est pas seulement un objet de science et un tableau très-instructif des difficultés sans nombre que rencontrent à chaque pas l'administrateur et le médecin sur un sol étranger, loin de toutes les grandes bases d'approvisionnement et de soutien d'une armée; mais qu'il est encore le nécrologe le plus saisissant et le plus émouvant sur lequel puissent s'arrêter le regard et la pensée.

Nous suivons tous les mouvements des différents corps, nous lisons les ordres, nous supputons les ressources de toute nature, nous assistons aux grands faits comme aux épisodes, nous pesons en quelque sorte le moral de l'armée, nous pressentons, puis nous voyons naître les épidémies, et aussi se former, se dissoudre les ambulances, les hôpitaux; nous sommes renseignés mois par mois sur la moyenne des effectifs, et en regard, sur le chiffre des blessés, des malades et des morts; nous notons les causes au moment où elles annoncent, pour un œil exercé, leurs effets probables, nous constatons ces derniers, qui témoignent d'un rapport de causalité assez stable pour que l'on ne désespère pas des prévisions scientifiques et administratives de l'avenir! — Il y a là plus d'une leçon. — Nous avons revu, le cœur navré, ce sombre champ de bataille du médecin des armées, l'ambulance et l'hôpital, où l'on meurt *un sur quatre,* sans éclat, sinon sans gloire, des coups d'un ennemi caché, plus cruel que le fer. Nous avons relu les noms des victimes d'un dévouement obscur; à mesure que la guerre grandit et se

déroule, ces listes de deuil se succèdent plus pressées et plus longues; elles sont relatives sans doute au nombre des blessés, des malades et des morts de l'armée active; mais la proportion est encore à l'avantage des combattants! Cette remarque appellera bientôt notre attention sur un point réellement très-curieux de moralité historique et législative; et nous suivrons avec un bien vif intérêt l'auteur du *Rapport*, dans l'appel pressant qu'il fait au pouvoir et à l'opinion pour l'abolition d'un des derniers priviléges survivants, l'un des moins dignes de notre époque, de notre justice, de notre charité. N'anticipons pas.

Deux faits, choisis, à titre d'exemples, dans le sommaire historique que nous venons de parcourir, en feront mieux apprécier la signification.

La campagne commence, pour nous, en avril 1854; les troupes arrivent par grands détachements à Gallipoli; trois mille hommes par jour y sont employés à des travaux de terrassement; la saison est dure, très-froide par moments, très-changeante, et cependant, sur un effectif moyen de 10 000 hommes, pendant le mois, il n'entre que 430 hommes dans les hôpitaux, et l'on n'y compte que 4 morts. C'est que aussi longtemps que les privations, les fatigues, les émanations délétères n'ont pas appauvri, altéré le sang, et, par suite, attaqué les forces radicales de l'organisme humain, le soldat résiste admirablement aux intempéries des saisons. Une fois, au contraire, que l'organisme a été déprimé, atteint dans ses bases, pour ainsi dire, par une série inépuisable de priva-

tions, de souffrances, après de longues marches, de longs séjours, surtout dans les camps et tous les lieux où l'air est impur, où il fait défaut, où règne le froid humide, où la nourriture est insuffisante, sèche, salée, souvent de qualité médiocre, où la menace obstinée de la mort retranche chaque jour une part de notre espoir de vivre, dernier soutien de la vie; on voit alors ce qui s'est vu en Orient, ce que l'historique de M. Chenu explique si bien, met en un relief assez frappant et effrayant pour que chacun s'en souvienne; on voit la moindre agitation de l'air renverser des vivants qui se tiennent à peine; ce qui signifie que les moindres intempéries font tout à coup éclore ces maladies nombreuses, redoutables et de caractère pestilentiel, ces grandes épidémies qui engloutissent des armées. — La cause climatérique n'est, dans ce cas, qu'une condition secondaire, la vraie cause du désastre gît dans l'homme même, vicié dans le for intime de sa constitution par la série de toutes les misères. Aussi, prenez le chiffre du mois de février 1856, et comparez-le à celui d'avril 1854. L'effectif moyen, en février 1856, est de 132000 hommes; il n'y a plus de blessés par le feu de l'ennemi, nous comptons cependant 13457 entrées aux hôpitaux et 2946 morts. — Donc, en résumé, pendant le premier mois de la campagne, il ne meurt que 4 hommes sur 430 malades traités, malgré de mauvaises conditions climatériques, le travail des terres et le manque d'habitude : un peu moins de 1 pour 100; tandis que pendant le mois de février 1856, en Crimée, il meurt, sur 4859 malades restant

des mois précédents, augmentés de 13457 entrants du mois de février, 2946 hommes; à savoir, un peu plus de 16 pour 100. — Des différences aussi considérables, aussi cruelles, qui pèsent si fortement sur les résultats de la guerre, sur les plus grands intérêts de la patrie et qui se résolvent, en définitive, en tant de douleurs et de larmes, peuvent-elles être prévues? Évidemment oui. Être écartées? Nul n'oserait le dire. Considérablement atténuées? Tout homme compétent le prétendra. Mais que le commandement, que l'administration, que l'armée le sachent bien, il y faut non-seulement l'œil et la main de la compétence, mais sa responsabilité directe, immédiate, servie par une part convenable d'initiative, de liberté d'action et de direction, pour un certain ordre de choses, et pour un certain contrôle sur tout objet du vivre et de l'hygiène. Par la force des choses, cette transformation s'accomplira; ce sera tout à la fois un progrès d'organisation, d'humanité, de puissance des armes, et d'économie pratique; car l'homme que l'on présente sur un champ de bataille lointain coûte très-cher, et sa conservation payée *cinq*, supposons-le, coûte moins encore à la mère patrie, que sa perte soldée par *un* : pourquoi? Parce que cette perte détermine le remplacement qui se traduit en dépenses, et produit momentanément dans le rang une lacune qui se traduit elle-même en faiblesse. Le principe de l'économie des deniers, représenté par l'intendance, corps très-capable et très-honnête, mais absorbé par mille détails importants, et trop exclusivement voué, peut-être à son œuvre

d'économie, trop abstrait ainsi dans le cercle de ses attributions, tourne à l'excès plus facilement qu'on ne le pense, et cet excès devient fatalement lui-même une force qui entraîne vers une fin tout à fait différente de celle où l'on tendait, et qui se nomme *dépenses imprévues de nécessité pressante*. — Trêve donc, à cet égard, de théories administratives trop absolues, si savantes ou logiques qu'elles puissent être ou paraître ; tenons grand compte, en fait de conservation et de guérison, d'humanité, par conséquent, et d'économie bien entendue, de la leçon que nous avons reçue, il faut bien l'avouer, de nos alliés les Anglais ; sachons y lire ce qui est écrit, en chiffres éloquents, à savoir : que ce que nous venons d'indiquer n'est point une visée préconçue, une utopie de l'esprit, mais la conclusion sérieuse, rationnelle, d'une grande expérience faite. Au reste, nous le verrons bien, avant de clore ce compte rendu.

III

Nous en sommes à la statistique proprement dite. Elle débute par l'état général des militaires pensionnés à la suite de blessures, d'amputations et de maladies diverses. Cet état est la reproduction d'une partie des fiches individuelles, dont nous avons parlé : travail énorme. L'auteur n'a publié *in extenso* que les fiches définitives des militaires pensionnés ; sans cette réduction il lui eût fallu, nous dit-il, dix volumes. Le reste est déposé, en minute, au Conseil de santé des armées, et, en tout cas, la statistique complète est résumée en

tableaux précis dont nous indiquerons le sommaire. Il y a, dans cet ensemble, un jour tout nouveau répandu sur les plus importantes questions de l'ordre administratif et médico-chirurgical. Les exigences de la guerre contemporaine ne sont plus du tout celles de l'ancienne guerre, de la guerre d'il y a trente ou quarante ans. Les armes de précision, l'artillerie rayée, ont accru à tel point le chiffre des blessés, et augmenté tellement la proportion des blessures graves, ou nécessitant l'amputation, que tous les moyens de l'action conservatrice doivent être singulièrement modifiés. La grande guerre coûte si cher aujourd'hui, qu'elle doit se faire, pour ainsi dire, au pas de course; autrement les nations les plus riches et les plus populeuses n'y suffiraient pas. Frapper un coup terrible, comme à Solferino, et s'arrêter, tel est évidemment l'objectif premier et actuel d'un chef d'armée. Mais on ne porte pas de tels coups sans avoir à recueillir une moisson sanglante. Il faut se tenir prêt, les faits parlent; les moyennes sont inflexibles, elles sont là. Vos règlements ne suffisent plus; ils ont pourvu aux besoins dans des conditions tout à fait différentes; ni le matériel, ni le personnel, pour conserver, ne sont au niveau de la situation. Comptez désormais sur tant d'amputés, par mille hommes atteints; sur tant d'hommes atteints, par mille hommes engagés, et sur tant de blessures graves; sachez bien que toute grande accumulation d'hommes appelle l'épidémie infectieuse et bientôt contagieuse; sachez que cette sorte d'épidémie, pour peu que la guerre dure, comporte tel mouvement

d'ambulance et d'hôpital, exige, par conséquent, tel espace, tel cubage, si vous avez souci de la vie humaine, comme nous l'admettons certainement, tels moyens de transport, de chauffage, de traitement, etc. Encore un coup, dans votre vieille réglementation, tout est à refaire, et si quelqu'un vous a procuré, pour y pourvoir, un point de départ solide, c'est assurément M. Chenu.

Il s'était proposé, d'abord, de répondre aux questions suivantes : Quel a été le nombre des blessés par le feu de l'ennemi? Quel a été celui des blessés par cause accidentelle? Combien y a-t-il eu de malades, proportionnellement à l'effectif? Quelles ont été les maladies dominantes? A quelles causes les attribuer? Quelles opérations et combien d'opérations ont été faites? Quel en a été le résultat? Quel est exactement le chiffre des pertes? Voilà sans doute des questions importantes, et qui, selon la remarque de l'auteur, ont donné lieu aux suppositions les plus contradictoires; or, ces questions sont résolues, et la lumière est faite sur bien d'autres questions du même ordre, et sur de plus spéciales, qui intéressent l'art au plus haut degré. Regardons-y de plus près.

Au lieu de nous élever, selon l'ordre, de l'analyse à la synthèse, toute synthèse étant déjà faite, nous procéderons de celle-ci à l'analyse, c'est-à-dire à quelques points qui en sont le résultat : l'esprit du lecteur sera ainsi immédiatement saisi de l'importance de certaines vérités acquises.

Armée française. — Sur un effectif de 309268 hom-

mes, armée de terre, on compte 95615 (1) morts : 30,91 pour 100.

Armée anglaise. — Sur un effectif de 97664 hommes, armée de terre, on compte 22182 hommes morts, 22,66 pour 100.

Ce double total général comprend tous les genres de décès, les tués, les morts de maladie, les morts par suite de blessures. Or, il résulte de la première décomposition des tableaux de la statistique, que pendant le premier hiver de la campagne (1854-1855), nous avons eu un avantage très-marqué sur nos alliés ; nous perdons cet avantage pendant le second hiver (1855-1856), et notre moyenne ne vaut plus alors celle des Anglais. Cela s'explique aisément : nos alliés n'avaient pas fait depuis très-longtemps la grande guerre ; pris au dépourvu, ils ont été tenus de tout improviser ; la première expérience leur a été cruelle ; mais avec quelle énergie et quelle entente de toutes choses n'ont-ils pas profité de la leçon ! Les grandes épidémies n'avaient fait que nous toucher pendant le premier hiver, tandis qu'elles leur infligeaient des pertes énormes ; c'est précisément le contraire que l'on observe pendant le second. Qu'avions-nous fait de notre expérience d'Afrique, et du terrible exemple que nous venions d'avoir sous les yeux, et de notre organisation administrative, dont nous sommes

(1) Pour que ce chiffre de mortalité soit comparable à celui de l'armée anglaise, il faut en déduire 15025 hommes qui sont morts après leur rentrée en France ou en Algérie, puisque le chiffre de l'armée anglaise ne comprend pas les décès après la rentrée des troupes en Angleterre.

si fiers, et de notre réglementation, que nous présentons comme un modèle, et du temps que nous avions eu devant nous pour nous préparer? Quoi qu'il en soit, l'analyse comparative peut, doit être poussée plus loin, et prendre une signification encore plus précise. Ainsi :

Armée française. — Entrés par suite de blessures quelconques aux ambulances en Crimée et aux hôpitaux de Constantinople : 39 868 en moyenne et 9923 morts : 24,88 pour 100.

Armée anglaise. — Entrés par suite de blessures quelconques aux ambulances, aux hôpitaux en Crimée et aux hôpitaux du Bosphore et des Dardanelles : 18 283 et 1847 morts : 10,10 pour 100.

Divisez par catégories de blessures, et aussi et surtout par catégories d'opérations, d'amputations, lisez les fiches individuelles, comparez les tableaux, comptez le très-grand nombre d'hommes que les Anglais, devenus si promptement riches en ressources de toute espèce, ont pu traiter jusqu'à guérison, sur place, en Crimée, sans mutations, dans des conditions relativement bonnes, et vous comprendrez non-seulement tout ce qu'ils ont pu accorder de plus que nous à la chirurgie *conservatrice*, mais encore comment ils ont été beaucoup plus heureux dans l'emploi de la chirurgie *éliminatrice.* C'est à nous seuls Français qu'incombe la responsabilité de ce passage si émouvant qu'on va lire du livre de M. Chenu; nous n'oserions guère prétendre qu'il ne nous accuse pas. « Il n'est pas sans importance, dit-il, » pour les résultats chirurgicaux obtenus, de faire » remarquer qu'un très-grand nombre de blessés et

» même d'amputés ont dû être transportés sur cacolet
» ou sur litière, le jour même ou le lendemain de la
» blessure ou de l'amputation, et dirigés sur l'ambu-
» lance de la plage, à Kamiesch, où ils ne faisaient que
» passer un jour, deux jours, cinq ou six jours, rare-
» ment plus, pour attendre leur évacuation sur les
» hôpitaux de Constantinople. Ce nouveau déplace-
» ment à travers la mer Noire et par tous les temps,
» *commandé par d'impérieuses nécessités*, s'effectuait en
» trois ou quatre jours, trop rarement sur les bâti-
» ments de l'État, généralement sur des transports de
» commerce et dans des conditions mauvaises, presque
» inévitables, il faut bien le dire. Tous ces bâtiments
» n'étaient point organisés pour un service de malades
» ou de blessés; *trop souvent il n'y avait point de méde-*
» *cin*, pas de provisions autres que celles du bord, en
» un mot, aucune des ressources de première nécessité
» pour un service si important. Les amputés étaient
» placés à l'entre-pont, les malades et les blessés sur
» le pont, tous serrés les uns contre les autres, et inexo-
» rablement immobilisés, pendant tout le voyage, par
» leur faiblesse ou leurs blessures, au milieu du pus et
» des déjections diarrhéiques. » Voilà seulement quelques-uns des faits, dont les totaux ci-dessus produits nous ont donné un bref commentaire; cet exposé serait bien plus complet, si la statistique, outre le nombre des hommes, officiers et soldats, traités sur place ou évacués, opérés ou non dans des conditions identiques de blessures, opérés primitivement ou consécutivement; si la statistique, disons-nous, pouvait entrer dans un autre

ordre de révélations, relatif à la nourriture, avant, pendant et après la blessure ou la maladie, relatif aux locaux, avant, pendant et après, à l'état *foncier* des hommes, et à la considération si importante de l'encombrement. Beaucoup ont pu comparer sans doute nos moyens de vivre à ceux des Anglais, nos hôpitaux aux leurs, et, d'une manière générale, il est certain que l'histoire prononce, même sévèrement, contre nous : mais il y faudrait des chiffres. Restons où nous voyons, c'est-à-dire dans la sphère des preuves de fait.

Si nous inspirons à tous les hommes compétents qui auront l'occasion de jeter un regard sur ce rapide compte rendu, un vif intérêt de curiosité et aussi de patriotisme, pour les questions soulevées par un livre unique au moins dans notre pays; si nous parvenons à en convier un certain nombre à l'étude sérieuse, approfondie, de ce travail, comme aussi à la recherche des moyens pratiques qui devront faire face aux éventualités de l'avenir, nous aurons atteint notre but. Aussi bien faut-il se borner quant à l'interrogation et à la comparaison des nombres, et faut-il laisser aux feuilles spéciales de toute espèce le soin de poursuivre, chacune à son point de vue, et selon son but propre, chaque dépouillement partiel, suivi de l'enseignement qu'il porte. Passons tout de suite à cette quatrième partie du livre, où le statisticien se fait moraliste et administrateur à bon droit, et concluons avec lui.

IV

La quatrième partie du grand ouvrage de M. Chenu a pour point de départ, pour principe et pour lumière deux principales vérités; les voici. 1° Sur le total de 95 615 morts, 10 240 seulement sont restés sur le champ de bataille. 2° Entre le chiffre énorme des blessés et des malades, et celui du personnel de santé appelé à leur donner des soins, la disproportion est faite pour effrayer. — Il y aurait une foule d'autres disproportions à signaler, sans doute, portant sur tout le matériel, de toute nature; mais le document officiel fait ici défaut. — Il reste : que le principal agent de la guérison, celui qui opère, qui panse, qui traite et aussi console, que le médecin meurt à la peine, comme nous le verrons, lorsqu'il n'est pas un mythe. Or, il ne l'est que trop souvent; lisez l'historique et notez les faits : mort, on ne peut plus le remplacer; sur les transports de mer, on ne le voit presque jamais paraître; dans les hôpitaux, il ne visite pas moins de deux fois par jour plus de 250 malades atteints de choléra, de typhus, de pourriture d'hôpital : force lui est de résister à de longues heures d'empoisonnement miasmatique. D'où vient ce mal? Des anciennes données administratives, relatives aux proportions du service de santé, données que ne justifient même pas les résultats acquis de nos anciennes guerres ; de la pénurie extrême des cadres de la médecine militaire au moment de la campagne d'Orient, pénurie qui, depuis, a commencé

à diminuer avec certains préjugés et certaines défaveurs; et enfin, du mauvais recrutement de l'armée, par conséquent du prompt encombrement des hôpitaux par les faibles, les incapables et toutes les nonvaleurs.

Avouons-le, cependant, notre déficit relatif si considérable, dans les ambulances et les hôpitaux, aurait besoin d'explications plus satisfaisantes, au moins pour notre amour-propre. Nos alliés n'avaient pas de corps de santé, ou à peine, au début de la guerre, ils s'en sont fait un à la hâte, très-disparate, composé de médecins de toutes nations. Ce corps improvisé était-il plus instruit, plus capable, plus dévoué, plus discipliné que le nôtre? Personne ne le prétendra. Était-il relativement beaucoup plus nombreux? Non. Était-il mieux servi par les choses matérielles; et surtout fonctionnait-il dans de meilleures conditions que les médecins français? Nous n'hésitons point à nous prononcer ici pour l'affirmative, et à appeler sur ce point très-délicat et très-sérieux toute l'attention de nos lecteurs.

Oui, abstraction faite de l'infériorité notoire des choses matérielles, les conditions anormales de hiérarchie et de discipline dans lesquelles fonctionne, opère, agit, le corps *très-spécial* de nos médecins militaires, par opposition aux conditions de hiérarchie et de discipline que présente le service médical anglais, sont un des éléments principaux de notre insuccès relatif. L'insuffisance numérique du personnel médical des ambulances et des hôpitaux, signalée avec force par M. Chenu, attestée par nos pertes énormes, a porté

coup sans doute ; mais ce n'est pas là tout. Nous l'avons déjà dit : les conditions de spontanéité, de liberté, partant de responsabilité large et directe, dans lesquelles, ou en vertu desquelles agit un corps *très-spécial*, sont à prendre à coup sûr en sérieuse considération. C'est une belle chose, assurément, en logique et en théorie administrative, que ce *dualisme* de nos règlements, le commandement d'une part, l'administration de l'autre ; le général pour diriger les services de guerre, l'intendant pour commander ce qu'on nomme les services administratifs, dont la médecine militaire est une des plus importantes parties, reléguée cependant parmi de nombreux accessoires ; mais cette conception, que l'on pourrait combattre, dans l'ordre des doctrines au nom de l'*unité*, aussi bien que de la *triplicité*, qui auraient, elles aussi, la logique à leur service, est-elle réellement pratique ? Nous ne le croyons pas. Les événements, les faits, l'ont condamnée. Supposons ce qui est, ce qui s'est vu : le médecin en chef d'un hôpital de 1500 lits, de l'armée d'Orient, dépend de l'intendant divisionnaire, qui habite à plusieurs lieues de lui, et du sous-intendant, qui lui donne des ordres. Or, ce dernier parle en ces termes au médecin son subordonné : Je reçois de mon chef l'avis de l'arrivée de 200 malades, faites de la place ce soir. — De la place ! y pensez-vous ? Je suis encombré ; mes hommes atteints de typhus n'ont pas plus de 12 mètres cubes d'air par individu ; je n'ai pas de malades qui puissent supporter un déplacement. — J'en suis désolé, mais nous n'avons plus le temps d'aviser ; les malades arri-

vent, nous ne pouvons pas les faire coucher dehors. — Fort bien ; chacun est dans son rôle, et nous n'avons affaire, en vérité, qu'à des gens de cœur, également honnêtes et éclairés. Mais l'intendant n'entre guère dans les hôpitaux où règne l'épidémie, il n'est pas atteint par la contagion ; il juge, dans son cabinet, d'une façon trop abstraite ; il procède, sent et agit trop en dehors et au-dessus de la responsabilité immédiate ; mais le sous-intendant, qui écrit, est tout à fait dans le même cas ; l'homme réellement pratique est celui qui, au contact de la douleur et de la mort, touche de ses deux mains les nécessités pressantes, lutte contre les causes délétères, dont il voit en quelque sorte l'aiguillon, sentant, à chaque dernier soupir, s'alourdir le poids de sa conscience. Celui-là seul n'est pas un homme abstrait, et ses efforts et ses déterminations, et son activité pour bien faire, et sa résolution dans l'engagement de la responsabilité, pour des mesures décisives, sont à la hauteur de ses lumières, de son expérience et de son émotion réfléchie.

L'intendance elle-même, vis-à-vis de sa conscience et de l'opinion publique, dans l'intérêt sérieux de l'armée, après les faits de la campagne de Crimée et de celle d'Italie, ne sent-elle pas le besoin de laisser à un corps directement compétent la plus grosse part d'une pareille charge d'âme? Si, pour ajouter à l'importance de son rôle multiple et débordé, l'intendance ne veut pas renoncer à donner des ordres à un corps spécial, exclusivement compétent, l'autorité supérieure peut-elle rester indifférente à une révolte de la conscience mé-

dicale, révolte dont le signal a été donné par le savant Percy et l'honnête Larrey, et qui ne cessera qu'avec une modification radicale dont l'armée sentira immédiatement les effets.

En résumé, le médecin en chef de l'armée anglaise dépend du général en chef, de lui seul; dans chaque hôpital, un médecin, chef de tous les services, ordonne, dirige et ne répond qu'à son chef direct le médecin, directeur général du service de santé de l'armée et à sa conscience. On dit que cette manière de procéder est une énormité administrative; nous n'en croyons rien, ce n'est qu'un faux semblant; l'Angleterre et l'Espagne ont accepté ce progrès et s'en trouvent bien, pourquoi la France y perdrait-elle? Il procure, en effet (témoin la statistique anglaise), un plus grand nombre de guérisons, avec une meilleure moyenne de journées de traitement. Voilà ce qui ne laisse aucun doute (1).

Que l'on entre résolûment dans la voie de l'organisation anglaise, et l'insuffisance du corps de santé de l'armée disparaîtra; avec la venue d'une liberté d'action qui relève la dignité d'un corps, le nombre de ceux qui sont appelés à le former ne sera plus en péril. La

(1) Dans les armées de l'Angleterre, de la Prusse, de l'Autriche, le service de santé a des chefs qui le dirigent et l'administrent, sous l'autorité ministérielle; en Belgique, la loi du 10 mars 1847 a fondé l'organisation indépendante du corps des officiers de santé (en Espagne, l'indépendance du corps est aussi adoptée). En France, l'ordonnance du 14 juin 1844, sur l'organisation des ports, a constitué le corps des médecins de la marine d'après les mêmes errements. (Bégin, *Études sur le service de santé.*)

leçon a été dure, qu'elle soit profitable; il faut de nécessité des rapports nouveaux entre le corps des officiers de santé militaires et celui de l'intendance. Quels rapports? Ce n'est pas à nous de le dire; les faits eux-mêmes l'indiquent et nous n'avons fait que leur demander conseil; d'autres préciseront. Pourquoi un corps de santé plus libre, mais contrôlé, sur l'emploi des deniers, comme le sont les autres corps, n'exercerait-il pas un certain contrôle, un contrôle vrai, réel, d'égal à égal, et non pas de subordonné à chef (c'est la condition absolue du vrai contrôle), sur la qualité des choses, leur quantité, sur toute matière ou objet ayant trait direct à la conservation des hommes? Un seul corps, dans l'armée, contrôle tout le monde, et n'est contrôlé par personne; pourquoi, à certains égards, cet état de choses ne serait-il pas remplacé par un contrôle réciproque? Qui pourrait y perdre, et qui n'y gagnerait pas? Questions posées par les leçons de nos dernières guerres et qui seront résolues. Le jour où le médecin en chef d'une armée française aura le droit (nous disons le *droit*) d'écrire directement à son général en chef, on aura déjà fait un grand pas; le second pas, le pas décisif se fera de lui-même, le corps spécial des médecins de l'armée sera constitué à titre tel, avec les prérogatives et l'indépendance qui appartiennent de droit comme de nécessité aux armes savantes.

Qu'on veuille bien le remarquer : la famille qui a donné sa confiance à un médecin ne croit pas qu'il suffise de lui payer des honoraires; elle l'entoure de

considération; elle lui témoigne la reconnaissance par tous les moyens possibles; et s'il a été assez heureux pour sauver une personne chère, il est l'ami de la maison, honoré, respecté. — Dans l'armée, où toute considération se résout en grades et en hiérarchie, le médecin militaire n'a-t-il donc rien à envier à son confrère de la carrière civile? Qu'on en juge. Par une exception, la seule à citer sous notre drapeau, le grade auquel on l'a assimilé n'est guère qu'une expression réglementaire. Il a rang de général, de colonel, etc.; mais, ce n'est pas beaucoup plus assurément qu'une satisfaction de circonstance et d'amour-propre. En réalité, quels que soient son grade et son âge, à l'exception du premier, il reste subordonné, soumis au sous-intendant militaire, qui, la veille quelquefois, était capitaine dans un régiment. Il peut être puni par ce chef, et l'on s'étonne des difficultés du recrutement du service médical, alors que toutes les carrières sont encombrées? Est-ce dans des conditions semblables qu'on peut attirer des médecins, et retenir au service ceux qui, pendant quelques années de jeunesse, ont pu se plier à une situation qui les froisse, et qu'ils n'acceptent que pour attendre la maturité indispensable à la confiance dans la vie civile? — Tient-on compte, d'autre part, des nombreuses occasions de conflits qu'une telle situation produira chaque jour? On obéit à son chef direct, compétent, dont le droit peut être justifié par plus d'expérience; on ne se soumet, au contraire, qu'avec amertume aux ordres d'une autorité dont la compétence vous est plus que suspecte, et dont

le droit anormal viole tous les principes de la hiérarchie militaire. — Le recrutement des médecins sera donc toujours au-dessous des besoins, en temps de paix comme en temps de guerre, s'ils n'ont pas les justes compensations auxquelles ils doivent prétendre, les avantages dus enfin aux corps militaires à caractère très-distinct, fortement marqué et capables de peser plus qu'on ne le croit sur la fortune d'une campagne.

Mais parmi les moyens capables de venir en aide aux médecins militaires dans les grandes occasions, et de faire, sans trop de dépenses, que ce corps tout entier soit disponible, il faut signaler la pensée, non pas nouvelle, mais mieux venue que jamais, de la formation d'un cadre de réserve pour les médecins. Combien d'entre eux, de cinquante-cinq à soixante-cinq ans, et au delà, serviraient utilement à l'intérieur, apporteraient le concours de leur vieille expérience et de leur connaissance des règlements et des habitudes du soldat ! Ils ne nuiraient point à l'avancement normal nécessaire du corps, ils seraient là, tout prêts à prendre l'uniforme à l'occasion. Mais, avant de réclamer, dans l'intérêt pressant de nos services de guerre, cette facile organisation, ce bénéfice considérable et peu coûteux, il y a une grande injustice à frapper, à réparer. M. Chenu a été mis, pour ainsi dire, en demeure par l'énormité du fait de rappeler, et cela après les campagnes de Crimée et du Mexique, que le corps de l'armée le plus durement mené par la guerre, celui qui perd de 18 à 25 pour 100 de son effectif, dans les ambulances et les hôpitaux, et en moyenne

19 pour 100 sur l'ensemble, tandis que la moyenne des pertes des officiers combattants pris en bloc n'a pas été de 15 pour 100, que ce corps, disons-nous, est encore atteint dans ses intérêts les plus chers par la loi du 26 avril 1856, ainsi conçue :

Est élevée du quart à la moitié du maximum de la pension d'ancienneté affectée au grade dont le mari était titulaire, la pension à laquelle ont droit, aux termes des lois des 11 et 18 avril 1831 et 26 avril 1855 :

1° Les veuves des militaires et marins tués sur le champ de bataille ;

2° Les veuves des militaires et marins qui ont péri à l'armée, et dont la mort a été causée par des événements de guerre ;

3° Les veuves des militaires et marins morts des suites de blessures reçues dans les circonstances prévues par les deux paragraphes précédents, pourvu que le mariage soit antérieur à ces blessures.

« Le premier paragraphe de cette loi, nous dit » M. Chenu, ne donne lieu à aucune interprétation ; le » médecin tué sur le champ de bataille ou mort à la » suite de blessures laisse à sa veuve le même droit à » pension que les autres officiers de l'armée. Mais en » est-il de même du second paragraphe ? » Non : il contient l'un des plus incroyables oublis de la reconnaissance et de la justice.

« Qu'entend-on, poursuit notre honorable statisti- » cien, par événements de guerre ? C'est seulement » d'après l'interprétation adoptée, le feu ou le fer » de l'ennemi qui peuvent les produire. On ne peut,

» en effet, considérer comme événements de guerre » certaines maladies qui sévissent plus ou moins » sur les militaires en campagne, parce que ces mala- » dies les atteignent aussi bien dans les garnisons, à » l'intérieur que dans les camps. Mais en est-il de » même à l'égard du médecin, pour les maladies con- » tagieuses et surtout pour le typhus, cette maladie des » armées, cette fièvre des camps, aussi meurtrière que » la peste et la fièvre jaune, et qui ne manque guère » de décimer les grandes agglomérations de troupes, » surtout après une longue campagne. N'est-ce pas » pour lui un ennemi plus redoutable que le feu ou le » fer de l'ennemi? »

Les chiffres que nous allons reproduire répondront à cette question et prouveront surabondamment que le médecin dans son ambulance ou son hôpital est exposé à autant et à plus de dangers que le combattant sur le champ de bataille.

« Pendant la campagne d'Orient, l'effectif des offi- » ciers de tous grades et de toutes armes était, en » moyenne, de 5500.— Au 1er octobre 1855 (il n'était » pas à son maximum, qui n'a été atteint qu'en décem- » bre de la même année), il était de. 5852

» Sur cet effectif, on compte :

» Officiers de tous grades et de toutes armes tués ou morts à la suite de blessures.	779	14,17 0/0
» Officiers de tous grades et de toutes armes, intendants, au-		

môniers, pasteurs, officiers d'administration, etc., morts de maladies diverses.	404	7,30 0/0
» Médecins morts de maladies diverses (effectif moyen, 450).	82	18,22 0/0

» MORTS DU TYPHUS EN ORIENT :

» Officiers de tous grades et de toutes armes, intendants, aumôniers, pasteurs, officiers d'administration, etc.	26	0,47 0/0
» Médecins (effectif moyen, 450).	58	12,88 0/0

» Les médecins des régiments n'ont subi que des » pertes proportionnelles à celles des officiers de tous » grades et de toutes armes. »

Ces chiffres significatifs seraient-ils donc exceptionnels? Passons de l'armée d'Orient à celle du Mexique. — Le corps d'armée du Mexique, à la date du 12 janvier 1864, avait perdu par les maladies diverses, mais surtout par la fièvre jaune, 45 officiers de tous grades et de toutes armes, 4 pour 100, sur un effectif de 1100, et dix médecins sur un effectif de 51, c'est-à-dire 20 pour 100. — Cela se passe de commentaire. D'où vient donc l'oubli flagrant d'un droit? Il vient du tort qu'a le médecin militaire de n'être pas combattant.

« A l'heure du danger, on dit de lui : *Le méde-* » *cin qui succombe en accomplissant son saint devoir* » *mérite autant de l'armée, de son pays, de son sou-* » *verain, que le soldat qui meurt au combat.* (*Moni-*

» *teur de l'armée.*) Le danger passé, ces dispositions
» bienveillantes sont bientôt oubliées.

» Cependant en quoi diffère-t-il du combattant ? Il
» marche avec son régiment ou son ambulance sur le
» champ de bataille ; il n'est pas à l'abri de la mort, ni
» des blessures, et dans ce cas la seule différence qui
» le distingue du combattant, c'est qu'il ne rend pas
» les coups qu'il reçoit, parce que ses fonctions spé-
» ciales l'obligent à s'occuper des blessés qui tombent
» autour de lui, mais il ne concourt pas moins au but
» général. A l'hôpital, la situation est encore plus
» menaçante : là, le danger devant lequel il est sans
» cesse en présence ne prête rien de brillant à son
» courage ; c'est dans des luttes obscures que s'exerce
» son énergie. Il n'est soutenu, excité, enivré ni par
» l'ardeur du combat ou l'encens de la poudre, ni par
» le bruit entraînant du clairon. L'ennemi qui l'en-
» toure est invisible, il ne peut s'en défendre, il le res-
» pire tout le jour et tous les jours davantage. Au
» milieu de son hôpital infecté, il doit braver la con-
» tagion pour remplir un devoir sacré, et envisager la
» mort avec assez de calme pour conserver toute sa
» lucidité médicale ; c'est un dangereux champ de
» bataille sur lequel il reste sans défense, pour succom-
» ber aussi bravement qu'humblement au milieu de
» ceux qu'il cherche à sauver. »

Concluons donc. — La loi du 26 avril 1856 n'est plus du tout de notre temps ; ce n'est qu'un reliquat honteux d'un préjugé d'un autre âge. Jadis les chevaliers

regardant en pitié tout ce qui se faisait tuer à pied, autour d'eux et à leur aide, marchaient au besoin sur cette *ribaudaille* pour atteindre plus promptement l'ennemi; mais cette ribaudaille a dû réparer de cruels revers, former notre glorieuse infanterie et gagner des batailles; à son tour, elle a pu méconnaître certains auxiliaires, des savants, qui traçaient des lignes et creusaient des tranchées, ce qui n'a pas laissé de lui coûter cher; elle les reléguait, il n'y a pas si longtemps, dans les bagages de l'armée; or, ils sont désormais ses égaux, au moins. Mais voilà que tous réunis, chevaliers, piétons, ingénieurs, même après 89, même après les grandes guerres de la Révolution et de l'Empire, subissent encore, en dépit de nos lois égalitaires et du cri de la conscience et du bon sens, le joug du préjugé, fils des castes et de l'orgueil, père de toutes les injustices. On a osé concevoir que celui qui meurt *passif*, victime de son devoir, au lit du malade, dans une ambulance encombrée, quelquefois à deux pas de l'ennemi, ou dans un hôpital infecté, n'est pas l'égal, et n'est pas aussi bien mort pour son pays, apparemment, que celui qui tombe sous les balles! On a osé traduire en une loi de l'État cette donnée du moyen âge! Y a-t-il, encore à cette heure, déni de justice et ingratitude? Dans les faits oui; dans les intentions, nous ne le croyons pas: il ne peut y avoir qu'oubli. Après la statistique si éloquente, dans son calme exact et sévère, que nous venons de parcourir, on ne discute pas de pareilles choses, on les constate,

on les signale avec confiance au sentiment public, comme à la raison d'un pouvoir éclairé, soucieux de vérité et de justice.

V

Résumons-nous sur la pensée mère de cet écrit, et enfin sur cet écrit qui n'est qu'à peine l'ébauche du compte rendu d'un travail immense. — Notre époque, qu'il faut bien accepter pour ce qu'elle est, avec ses défauts et ses qualités, est au fond essentiellement critique et économique. Critique, elle refuse de se payer d'illusions; en religion, en philosophie, en histoire, en science politique et sociale, partout elle soumet toute question à une analyse implacable, qu'elle dégage, autant que l'homme le peut, de toute prévention; économique, elle ne change point d'allure, elle veut y voir clair dans tous les problèmes de la production et de la consommation. Sans faire tort à de plus nobles considérations, tout se ramène aujourd'hui à une question de *deniers*. Très-longtemps, par ignorance comme par tempérament, nous nous sommes refusés à le faire. Nés soldats, nous ne comptions rien, pas même nos ennemis! Mais si le fond du caractère d'un peuple, comme d'un homme, ne change pas essentiellement, ne disparaît pas, au moins, en vieillissant, se modifie-t-il beaucoup. L'âge de la réflexion arrive pour les peuples comme pour les individus. C'est ainsi que, obéissant au mouvement général du monde civilisé, et

au progrès des méthodes, nous sommes entrés dans notre période économique, dont la statistique est le signe et l'instrument précieux. — Ce n'est pas sans quelque étonnement vis-à-vis de nous-mêmes que nous nous demandons compte, par tête et aussi par denier, de ce que coûte une campagne? Il le faut!!! Si le sens moral le veut, la fortune de la patrie l'exige. De là cette foule de points d'interrogations (que tous, autant que nous sommes, nous aurions tenus pour indiscrets, il y a moins de trente ans) auxquels les chiffres précis doivent satisfaire. Des réponses exactes à toutes les questions posées seront à la fois le moyen infaillible de bien connaître toute cause productive et tout effet produit, et d'asseoir ainsi sur une base scientifique les prévisions militaires, administratives, médicales et autres. — Quoi qu'il en soit, ce qui résulte déjà incontestablement des belles recherches faites, c'est que, comme nous l'avons écrit, la guerre moderne pousse ses besoins et ses consommations bien au delà de tout ce qui était de tradition. Après la nécessité de la faire heureuse, se présente celle de la faire brève, sous peine de ruine en tout genre. Donc, même sans songer au prix moral qui ne se mesure pas, d'un homme adulte, il faut bien s'avouer qu'il a coûté *tant*, qu'il pèse, à titre de force productive, *tant*, eu égard au présent et à l'avenir du pays: cela se suppute. — Donc, en perdant cet homme, ce soldat, on sait tout ce qu'on perd, ce que va coûter à la société sa non-présence dans le rang où il faudra le remplacer, et dans le pays où il

ne travaillera plus. D'où il découle, répétons-le une fois encore, que la conservation de l'homme est aujourd'hui non-seulement d'une nécessité morale pressante, mais d'une nécessité économique imprescriptible. D'où il découle aussi (et c'est là le point décisif, le dernier auquel nous nous attachons, parce que c'est le point pratique entre tous), que de même qu'il a fallu aux armées, pour réussir, pour vaincre ces grands organes, artillerie, génie, cavalerie, infanterie, administration, contrôle ; de même, il leur faut un autre organe fondamental, qui réellement leur manque, l'*agent de la conservation*, le médecin militaire (hygiéniste et guérisseur, etc.), en un mot un vrai corps du service de santé militaire. — La force des événements a fait de la médecine, dans l'armée moderne, quelque chose d'*essentiel ;* non plus une branche, non plus l'annexe, non plus l'instrument amoindri, de l'administration, mais une arme active sinon combattante, une arme *autonome*, en raison de sa spécialité, de sa responsabilité, du but qu'elle doit atteindre, à ses risques et périls, des besoins nouveaux et capitaux auxquels elle correspond. A tous ces titres, elle doit être *elle-même*, et travailler directement avec le chef d'état-major d'une armée, par l'organe d'un chef compétent. — L'étude attentive, impartiale, des guerres d'Italie et du Mexique, élèvera bientôt cette vue légitime à la hauteur d'une démonstration. Il faut que les vieilles théories, qui ont eu sans doute leur raison d'être, cèdent le pas aux faits et à l'évidence de leurs enseignements. Que s'il survient,

par bonheur, un homme de la taille des Vauchelle et des Odier, prenant à tâche nouvelle de systématiser les observations recueillies dans nos dernières campagnes, il fondera certainement, à la place de la théorie *dualiste* du commandement et de l'administration, celle beaucoup plus vraie, plus pratique (imitée au reste de la nature), *de la variété dans l'unité. Variété de compétence, unité de commandement.*

P. GARREAU,
Médecin principal de première classe.
